



Ils veulent détruire tous nos droits !

Nicolas Sarkozy a annoncé le 29 janvier à la télévision les mesures masquées aux organisations syndicales lors du sommet de crise du 18 janvier ! Se faisant le porte-parole des uniques exigences du MEDEF, il a ainsi affiché un profond mépris pour le dialogue social.

Accord de « compétitivité » : le retour de la loi de la jungle, celle de la liberté du renard dans le poulailler !

Alors qu'aujourd'hui, tout salarié peut exiger le respect de son contrat de travail en particulier sur les dispositifs relatifs aux horaires et à sa rémunération, demain, sous couvert d'un accord compétitivité signé dans son entreprise, le salarié se verra privé de tout recours. Il n'aura d'autres choix que d'accepter le chantage emploi contre nouveaux horaires ou/et baisse de salaire, sinon c'est le licenciement sans recours.

Preuve supplémentaire de sa volonté de contourner le dialogue social, Sarkozy dit vouloir donner deux mois à une négociation employeurs - syndicats sur ces accords pendant que sa

majorité parlementaire tente un coup de force en prétendant modifier dès maintenant la hiérarchie des normes dans un article de loi présenté par le député UMP Warssman : l'accord prévaudrait demain sur la loi !

La CGT appelle les salariés à ne pas se laisser déposséder des garanties collectives qui les protègent d'un retour au 19ème siècle (Code du travail, Conventions collectives, Statuts...) et d'agir pour que l'ensemble de ces garanties soit renforcé par un socle de droits communs de haut niveau, le nouveau statut du travail salarié.

TVA « sociale » : les cotisations patronales de la branche « famille » de la sécu payées par la consommation de ménages.

La hausse de 1,6% de la TVA, pour compenser ce nouveau cadeau de 13 milliards aux entreprises, va induire une hausse des prix, peser directement sur le pouvoir d'achat en général, d'autant plus insupportable que les revenus sont faibles.

C'est un non-sens économique à un moment où le pays s'enfonce dans la récession.

Moins de consommation, c'est encore moins de production, moins d'emploi, la pression qui continue sur le « coût du travail », au final moins de recettes pour l'Etat pendant que la rentabilité financière aura encore progressé pour les actionnaires.

Mercredi 29 février

MANIFESTATION

10h30 gare SNCF de Grenoble

**Comme dans toute l'Europe, à l'appel de la CES, pour dire
NON aux exigences des marchés financiers qui étranglent les peuples !**